

Article

« Entre l'attentisme et l'alarmisme : propos sur la conjoncture démographique québécoise »

Danielle Gauvreau

Cahiers québécois de démographie, vol. 17, n° 1, 1988, p. 23-33.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/600627ar>

DOI: 10.7202/600627ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Entre l'attentisme et l'alarmisme: propos sur la conjoncture démographique québécoise

Danielle GAUVREAU*

Au rythme où évolue la population du Québec depuis quelques années, il est hautement probable que ses effectifs commenceront à décroître au début du 21^e siècle. Cette éventualité, prévisible depuis déjà quelque temps, résulte essentiellement de l'importante baisse de fécondité qui a touché le Québec depuis les années soixante et qui continue de l'affecter au cours de la période plus récente. Aujourd'hui, le Québec affiche un des plus faibles niveaux de fécondité de tous les pays occidentaux, une situation à laquelle vient s'ajouter un bilan migratoire le plus souvent négatif depuis le milieu des années soixante (Bureau de la Statistique du Québec, 1983).

Les réactions à cette conjoncture nouvelle se font le plus souvent en référence à ses conséquences les plus frappantes, présentées d'une façon plus ou moins alarmiste qui est censée convaincre de l'urgence d'agir : dépopulation, vieillissement de la population, diminution du poids du Québec dans l'ensemble canadien...¹. Sans nier l'existence de problèmes réels

* Centre interuniversitaire de recherches sur les populations (SOREP), Université du Québec à Chicoutimi.

Le contenu de ce texte a été présenté au congrès de l'ACFAS à Ottawa au mois de mai 1987, dans le cadre d'un colloque organisé conjointement par l'Association des démographes du Québec et la Société québécoise de Science politique. Je remercie les organisatrices de l'atelier en question («Dénatalité, immigration et politique familiale : le point de vue des femmes») ainsi que les autres participantes : leurs commentaires m'ont été précieux lors de la révision de ce texte.

1. Il y a cependant quelques exceptions à cette tendance : voir par exemple Teitelbaum (1986).

découlant de l'évolution récente et future de la population du Québec, je veux ici atténuer la vision négative qui en est le plus souvent présentée, et surtout attirer l'attention sur quelques aspects essentiels qui me semblent négligés. Je tiens à préciser dès le départ les limites du commentaire que je présente ici, qui est à la fois partiel et partial; partiel, parce qu'il ne soulève que quelques aspects d'une question très complexe; partial, parce qu'il s'agit nécessairement d'une question politique qu'il est impossible de traiter de façon objective, même (et peut-être surtout) sous le couvert d'une formation en démographie.

UNE PERSPECTIVE HISTORIQUE

On insiste souvent sur le caractère spectaculaire et le calendrier tardif de la baisse de la fécondité au Québec. Il est vrai en effet que le Québec s'est jusqu'à tout récemment distingué par des niveaux de fécondité élevés, comparativement par exemple au reste du Canada, alors qu'il apparaît aujourd'hui comme l'un des endroits au monde où ces niveaux sont les plus bas (Henripin, 1968; Mathews, 1984). Ceci ne doit cependant pas faire oublier que, comme dans plusieurs pays, ce mouvement de baisse en est un de longue tendance, lequel s'est amorcé il y a plus d'un siècle et fut seulement interrompu par le boom de l'après-guerre (voir tableau 1).

Tout au long du régime français et jusqu'au milieu du XIXe siècle environ, la société québécoise, essentiellement agricole, connaît une logique de reproduction démographique basée sur des familles nombreuses, tant à cause des besoins en main-d'oeuvre de l'exploitation familiale qu'à cause des possibilités réelles d'établissement pour les nouveaux ménages². La situation est par ailleurs d'autant plus propice à des familles nombreuses que les niveaux de mortalité infantile et juvénile sont alors plus importants, ce qui limite le nombre de personnes atteignant l'âge de se marier et donc de s'établir. On peut donc dire qu'il y a continuité historique tout au long de cette période, malgré la «rupture» occasionnée par la Conquête³.

-
2. Les études réalisées pour l'ensemble de la colonie ou pour des paroisses spécifiques attestent cette situation. Voir par exemple Charbonneau (1975), Goudreau (1984), Gauvreau (1986).
 3. Cette continuité n'exclut pas l'existence d'une variabilité dans les comportements démographiques des divers groupes en présence.

Tableau 1
Indice synthétique de fécondité (ISF), Québec 1851-1985

Année	ISF
1851	6,84
1871	6,41
1891	5,59
1911	5,54
1921	5,53
1931	4,08
1941	3,46
1951	3,85
1961	3,77
1971	1,97
1976	1,80
1981	1,62
1985	1,43

Source : Henripin (1968) et Statistique Canada, Statistique de l'état civil, catalogue 84-204, 1971, 1976, 1981 et 1985.

La situation générale commence à changer au Québec dans la deuxième moitié du XIXe siècle, avec l'industrialisation qui vient rompre en particulier l'unité des fonctions de production économique et de reproduction démographique traditionnellement dévolues aux familles. Le changement se produit probablement d'abord dans les milieux bourgeois, tandis que pendant un certain temps les familles ouvrières continuent d'avoir beaucoup d'enfants qu'elles sont obligées de mettre rapidement au travail, étant donné les faibles salaires (Bradbury, 1983). Plus tard, elles en auront elles aussi de moins en moins. Cette évolution générale est vraisemblablement ralentie par le mouvement d'émigration vers les États-Unis, qui a drainé vers les usines de la Nouvelle-Angleterre un fort contingent de Québécoises et de Québécois (Lavoie, 1973); elle ne fait toutefois que s'accroître sous la poussée plus tardive de l'industrialisation et avec la diminution de la population rurale au profit de celle des villes.

Le portrait précédent est grossier et reste encore mal connu au Québec, particulièrement pour la période allant de 1760 à 1850. Il témoigne cependant du lien profond qui existe entre le régime démographique d'une société donnée et ses structures sociales, lien qui se traduit par une logique de reproduction

propre à chaque population et des comportements démographiques différentiels au sein même de celle-ci. La variabilité des comportements observés aujourd'hui, que ce soit au niveau interne suivant des variables géographiques, sociales, économiques, ou encore au niveau mondial, démontre une fois de plus que la population n'est pas cette variable exogène sur laquelle il est facile d'agir. Ainsi, la situation démographique actuelle du Québec paraît être le résultat d'une évolution très profonde, et on ne saurait l'imputer aisément à un nombre restreint de facteurs. Certes, il y a corrélation entre le travail des femmes à l'extérieur et la baisse de la fécondité, mais peut-on savoir si les femmes ont moins d'enfants parce qu'elles travaillent ou si elles travaillent parce qu'elles ont moins d'enfants (Kempeneers, 1985) ? La contraception a sûrement facilité l'évolution récente en matière de fécondité, mais celle-ci avait déjà commencé à baisser avant que les moyens les plus efficaces ne soient disponibles; et que penser de ces pays où les niveaux de fécondité de certaines classes demeurent élevés alors même que sont disponibles de nombreux moyens de contraception (voir par exemple Guzman, 1986) ? Enfin, s'il faut parler de l'égoïsme des jeunes qui ont peu ou pas d'enfant, un élément souvent invoqué dans les discussions récentes, qu'on nous explique alors en quoi leur choix est plus répréhensible que celui de leurs parents ou grands-parents qui ont tous eu moins d'enfants que les générations qui les ont précédés. L'inquiétude surgit maintenant parce qu'on commence seulement à entrevoir où cela peut nous mener collectivement.

AVOIR DES ENFANTS : POURQUOI ?

Dans les discussions portant sur la baisse de la fécondité et sur une éventuelle politique nataliste, la question principale renvoie le plus souvent aux raisons pour lesquelles les gens n'ont pas davantage d'enfants aujourd'hui, ceci afin d'identifier des mesures susceptibles d'infléchir les niveaux de fécondité. Or, si on accepte l'idée que les changements sociaux intervenus depuis le XIXe siècle ont rompu le lien qui existait entre production économique et reproduction démographique au niveau même des familles et des individus, il faut conclure qu'il y a dorénavant dissociation entre rationalité collective et rationalité individuelle en matière de reproduction. La nécessité pour la société de se reproduire et plus précisément de reproduire physiquement les individus qui la composent, ne serait plus ressentie de la même façon par ceux-ci. Il s'agit

là d'une contradiction majeure qui me paraît liée de façon importante à l'absence de motivations à mettre des enfants au monde.

Je suggère pour ma part qu'on renverse pour un temps la question précédente, et que l'accent soit plutôt mis sur les raisons pour lesquelles les gens ont aujourd'hui des enfants. Cette question me paraît plus positive, et y répondre aiderait peut-être à faire progresser le débat. Ainsi, pourquoi donc les gens ont-ils des enfants ? Vraisemblablement surtout pour répondre à des besoins affectifs individuels et de couple, besoins qui sont comblés par la venue d'un ou le plus souvent deux enfants (Menahem, 1979). Si cela est vrai, il faut penser que le caractère permanent de la situation actuelle est quasi inéluctable, et qu'il serait particulièrement difficile d'agir pour contrer la tendance, par exemple au moyen de mesures financières. Mais alors, comment réagir devant la situation qui est la nôtre aujourd'hui ? J'aimerais maintenant examiner cette question sous deux angles différents : d'abord du point de vue spécifique des femmes, puis en m'interrogeant sur les objectifs éventuels d'une politique de population pour le Québec.

LES FEMMES FACE À LA SITUATION ACTUELLE

Les femmes se retrouvent aujourd'hui dans une position pour le moins inconfortable. Confrontées au problème du double travail (travail domestique et travail sur le marché de l'emploi), elles découvrent l'une après l'autre la difficulté de les concilier tous deux (Le Bourdais, Hamel et Bernard, 1987). Que ce soit à cause de congés de maternité inadéquats, de problèmes de garde d'enfants (problèmes de disponibilité et problèmes financiers), d'horaires incompatibles ou tout simplement d'épuisement, quelle femme travaillant à l'extérieur n'a pas vécu la difficulté de concilier ce travail avec le fait d'avoir des enfants ? L'implication de certains hommes dans les tâches traditionnellement réservées aux femmes n'a pas encore modifié de façon significative la situation du partage inégal du travail domestique, et seules les femmes disposant de revenus importants arrivent à s'en sortir... du moins financièrement. Car les effets négatifs sur la carrière n'en sont pas moins réels pour plusieurs. Même les femmes qui souhaitent se consacrer entièrement au travail domestique sont souvent rappelées cruellement à une réalité très dure : celle de la séparation ou du divorce, qui les place à la tête de familles

monoparentales vivant le plus souvent sous le seuil de la pauvreté (Leaune et Le Bourdais, 1985).

Il est tentant après un tel portrait de penser que la situation actuelle de faible fécondité découle d'une stratégie plus ou moins consciente des femmes, qui en ont assez de faire face à tous ces problèmes. Si ceux-ci n'y sont probablement pas complètement étrangers, je doute cependant qu'il s'agisse là de l'élément central, le processus historique ayant des racines encore plus profondes. Les femmes n'en sont donc pas responsables individuellement ou en groupe, que ce soit parce qu'elles travaillent maintenant le plus souvent à l'extérieur, ou par un quelconque chantage politique en vue d'une reconnaissance sociale de la maternité.

De façon générale, les femmes se sont peu prononcées collectivement sur la pertinence d'une politique nataliste ou d'une politique plus globale de population. Elles ont sous diverses formes exprimé des craintes face à l'idée d'interventions gouvernementales en cette matière, réclamant plutôt des solutions concrètes aux problèmes réels qu'elles vivent en rapport avec ces questions. Ainsi, leurs revendications en faveur de mesures visant à reconnaître socialement le fait de mettre au monde et d'élever des enfants (politique familiale) sont-elles faites non pas au nom d'une volonté nataliste, mais bien au nom de la justice sociale la plus élémentaire.

La conjoncture démographique place les femmes dans une position favorable pour obtenir des réponses positives à ces revendications, en même temps cependant qu'elle comporte quelques dangers. L'avantage vient du fait que si la société reconnaît que la fécondité ne peut continuer à baisser sans mettre ultimement en cause sa propre survie, elle doit alors reconnaître sa responsabilité face à la reproduction, et cesser d'en faire porter le poids sur les individus, les femmes en particulier, et les familles prises individuellement. Le danger, qui a d'ailleurs déjà été dénoncé, est évidemment dans la manière pour le pouvoir politique de répondre à ces demandes, qui pourrait bien être de chercher à cantonner de nouveau les femmes au foyer, dans le travail domestique et l'éducation des enfants, en échange de quelques activités complètement parallèles au marché du travail. Le retour à des valeurs conservatrices et le fait que le pouvoir politique soit majoritairement détenu par des hommes ne sont sûrement pas étrangers aux difficultés de la lutte qui doit être menée sur ce terrain.

UNE VOLONTÉ POLITIQUE D'AGIR AU QUÉBEC ?

La baisse de fécondité qui caractérise l'évolution démographique récente du Québec correspond à une tendance très profonde et universelle dans les sociétés industrialisées, tendance qui pourrait même aller en s'accroissant encore. Il apparaît difficile à court terme de l'infléchir de façon significative, bien qu'un certain nombre de mesures à caractère social puissent contribuer à l'atténuer. Il faut donc la regarder bien en face et développer les moyens de vivre avec ses conséquences. À cet égard, il y a, me semble-t-il, une certaine exagération dans la vision négative de phénomènes tels que le vieillissement de la population ou la diminution du poids politique des francophones dans l'ensemble canadien. Certes, le poids politique des francophones au Canada est en partie déterminé par le nombre ou la proportion que leur groupe représente dans la population totale, mais ce poids politique ne peut être effectif que s'il s'accompagne d'une volonté politique très claire qui sait se faire respecter parce qu'elle procède d'un droit essentiel d'existence. Quant au vieillissement de la population, il peut être vu d'une manière plus positive et doit conduire à l'adoption de mesures sociales et économiques globales (Lux, 1983). Ce serait une erreur que de croire en une hypothétique remontée des naissances pour éviter de répondre à ces questions par des voies sociales et politiques.

Tout ceci ne veut pas dire qu'une politique de population n'est pas nécessaire pour le Québec, mais bien plutôt que les objectifs qui serviraient à la définir doivent être revus. Il ne s'agit pas de fixer un certain niveau de croissance ou un chiffre à atteindre pour la taille de la population, mais bien plutôt de chercher à améliorer les conditions de vie de la population présente tout en améliorant les conditions générales dans lesquelles s'effectue le renouvellement de cette population. Cet objectif très général touche toutes les composantes démographiques, que ce soit la fécondité, la mortalité, ou la migration : reconnaissance sociale de la maternité, traduite dans des mesures concrètes adaptées aux besoins des femmes; politique de soutien aux familles; réduction des inégalités sociales en matière de mortalité, maximisation des efforts pour réduire la mortalité par accidents, par suicide; politique d'immigration qui fasse preuve d'ouverture au plan international, en même temps qu'elle cherche à protéger le caractère distinct de la société québécoise par des mesures d'accueil appropriées.

La question de savoir s'il existe une réelle volonté politique d'agir en matière de population est cependant

importante. Les intentions récentes exprimées par le gouvernement québécois suggèrent une réponse positive à cette question.

J'attendrai cependant pour ma part de voir, avant de croire que nos gouvernements se sentent véritablement pressés par la situation actuelle. Ce scepticisme s'explique d'abord par la vision à courte vue qui caractérise trop souvent nos gouvernements, dont les mandats de quelques années s'accrochent mal de problèmes à venir. Il s'explique également par la difficulté réelle d'agir dans un contexte où peu de mesures paraissent pouvoir influencer directement la population, ainsi que par la difficulté et la réticence encore plus grandes lorsque les coûts reliés à ces éventuelles mesures sont loin d'être négligeables. Il devient d'autant plus important, au moment où semble se manifester une volonté politique d'agir, d'intervenir pour que les objectifs d'une politique de population soient définis de façon réaliste et, surtout, pour qu'ils s'accordent avec un objectif général de justice sociale.

Modestes et empreints d'un idéal de justice sociale, les objectifs précédents paraissent d'autant plus pertinents lorsqu'on cherche à replacer la discussion dans une perspective mondiale. En effet, personne n'ignore, mais il n'est pas de bon ton de le rappeler, que contrairement à ce qui se passe dans les pays industrialisés, la population mondiale ne court aucun risque de décroître dans un avenir rapproché. Le «problème démographique» de nos sociétés est donc strictement national : il compromet peut-être à long terme la survie de certains peuples et cultures, mais, surtout, il compromet à court et moyen termes un système économique mondial largement inégalitaire qui repose globalement sur la domination des pays les moins développés, dont la population n'est pas menacée de décroissance.

Occultée dans la plupart des discussions sur l'avenir démographique des pays industrialisés, cette question surgit dans toute son acuité quand il s'agit de définir les politiques de ces mêmes pays en matière d'immigration. En effet, les mouvements migratoires à l'échelle mondiale s'effectuent aujourd'hui largement des pays les moins nantis vers les autres, dans un contexte économique où ces derniers cherchent constamment à resserrer les frontières. L'élaboration de politiques de population adaptées à la situation démographique récente des pays industrialisés ne peut pas se faire sans la prise en compte de cette réalité, qui doit se traduire dans une politique d'immigration ouverte et généreuse au plan international.

Ceci dit, les conséquences de l'évolution démographique récente dans les pays industrialisés sont bien réelles, et la question de la survie de certains peuples et cultures placés dans des conditions spécifiques (par exemple les francophones en Amérique du Nord) appelle une prise de position très claire; ainsi, personne ne devrait douter qu'au nom de l'enrichissement collectif le plus élémentaire, il faille consentir des efforts pour préserver l'identité de certaines communautés, ceci évidemment dans un esprit d'ouverture et le respect le plus total de l'intégrité des autres. Toute cette question constitue un grand défi pour la société québécoise.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BRADBURY, Bettina, 1983. «L'économie familiale et le travail dans une ville en voie d'industrialisation : Montréal dans les années 1870». In Maîtresses de maison, maîtresses d'école. Femmes, familles et éducation dans l'histoire du Québec, édité par Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont. Montréal, Boréal Express, 287-318.
- BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, 1983. Démographie québécoise : passé, présent, perspectives. Québec, Éditeur officiel du Québec, 457 pages.
- CHARBONNEAU, Hubert, 1975. Vie et mort de nos ancêtres. Étude démographique. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 268 pages.
- GAUVREAU, Danielle, 1986. Reproduction humaine et reproduction sociale : la ville de Québec pendant le régime français. Thèse de doctorat (démographie), Montréal, Université de Montréal, 442 pages.
- GOUDREAU, Serge, 1984. La population de Cap-Santé, de Deschambault et de Grondines sous le régime français (1679-1762). Mémoire de maîtrise (démographie), Montréal, Université de Montréal, 205 pages.

- GUZMAN, José-Miguel, 1986. «Fécondité et classes sociales en République Dominicaine». In Démographie et sous-développement dans le Tiers-Monde, édité par Danielle Gauvreau, Joël Gregory, Marianne Kempeneers et Victor Piché. Montréal, Université McGill, Center for Developing Area Studies, Monograph Series, no 21, 223-253.
- HENRIPIN, Jacques, 1968. Tendances et facteurs de la fécondité au Canada. Ottawa, Bureau fédéral de la Statistique, 425 pages.
- KEMPENEERS, Marianne, 1985. «Quand la démographie s'intéresse au travail des femmes...». Cahiers québécois de démographie, 14, 2, 147-164.
- LAVOIE, Yolande, 1973. «Les mouvements migratoires des Canadiens entre leur pays et les États-Unis au XIXe et XXe siècles; étude quantitative». In La population du Québec : études rétrospectives, édité par Hubert Charbonneau. Montréal, Boréal Express, 73-88.
- LEAUNE, Viviane et Céline LE BOURDAIS, 1985. «L'évolution de la monoparentalité féminine dans différentes régions du Québec, 1971-1981». Cahiers québécois de démographie, 14, 2, 185-207.
- LE BOURDAIS, Céline, Pierre HAMEL et Paul BERNARD, 1987. «Le travail et l'ouvrage. Charge et partage des tâches domestiques chez les couples québécois». Sociologie et Sociétés, 19, 1, 37-55.
- LUX, André, 1983. «Un Québec qui vieillit. Perspectives pour le XXIe siècle». Recherches sociographiques, 24, 3, 325-377.
- MATHEWS, Georges, 1984. Le choc démographique, Montréal, Boréal Express, 208 pages.
- MENAHM, Georges, 1979. «Les mutations de la famille et les modes de production de la force de travail». L'homme et la société, 51-54, 63-101.
- TEITELBAUM, Michael S., 1986. «La dépopulation : science et politique». Cahiers québécois de démographie, 15, 2, 167-179.

RÉSUMÉ - SUMMARY - RESUMEN

GAUVREAU Danielle - ENTRE L'ATTENTISME ET L'ALARMISME : PROPOS SUR LA CONJONCTURE DÉMOGRAPHIQUE QUÉBÉCOISE

Les discussions concernant la situation démographique actuelle au Québec et dans les pays industrialisés tournent le plus souvent autour de quelques thèmes, presque toujours les mêmes. Le présent article propose quelques réflexions sur des aspects moins habituels de cette question. Il suggère une orientation générale à une éventuelle politique de population pour le Québec : marquée par le réalisme, celle-ci ne s'énonce pas en termes d'objectifs de nombre, mais plutôt en rapport avec les conditions de vie et de renouvellement de la population.

GAUVREAU Danielle - BETWEEN WAIT-AND-SEE AND PANIC: SOME REMARKS ON QUEBEC'S DEMOGRAPHIC SITUATION

Discussions on the present demographic situation of Quebec and the industrialized countries are mainly centered around a few major themes, almost always the same. This paper suggests that some other aspects, often neglected, should also be taken into account, and concludes that - in order to be realistic - a possible population policy for Quebec should not be defined in terms of numbers to be reached, but rather in relation with the conditions wherein the population lives and reproduces itself.

GAUVREAU Danielle - ENTRE LA PASIVIDAD Y EL ALARMISMO: PROPÓSITOS SOBRE LA COYUNTURA DEMOGRÁFICA QUEBEQUENSE

Las discusiones relativas a la situación demográfica actual en Québec y en los países industrializados giran a menudo alrededor de algunos temas, casi siempre los mismos. El presente artículo propone algunas reflexiones sobre los aspectos los menos corrientes de esta cuestión. Sugiere una orientación general hacia una eventual política de población para Québec, marcada por el realismo, la cual no se enuncia en términos de objetivos de número sino en relación con las condiciones de vida y de renovacioón de la población.